

Commission paritaire de l'industrie des tabacs

Protocole d'accord dans le secteur des cigarettes et entreprises mixtes.

01-06-2005

27-04-2005

78.226

(Ce 113301)

Convention collective de travail conclue le 27 avril 2005

Durée

Un protocole d'accord sectoriel a été conclu dans le secteur des cigarettes et entreprises mixtes.

Cet accord entre en vigueur le 1er janvier 2005 et est conclu pour une durée indéterminée à l'exception des conventions collectives de travail en matière de mesures d'emploi conclues le 22 septembre 2004, énumérées ci-après et qui sont de durée déterminée.

Toutefois certaines dispositions de la convention conclue pour une durée indéterminée entrent en vigueur seulement le 1er avril 2005.

Chacune des parties peut dénoncer la présente convention moyennant un préavis de 3 mois et notifiée par lettre recommandée à la poste au Président de la C. P. de l'industrie des tabacs et à chacune des parties contractantes.

Conventions en vigueur

Les régimes existants

- en matière de la prépension à temps plein à 58 ans, prévue par la convention collective de travail du 11 février 1983 et du 27 juin 1983, modifiée la dernière fois par la convention collective de travail du 6 janvier 2003
- en matière de la possibilité individuelle d'accéder à la prépension à mi-temps à 55 ans, prévue par la convention collective de travail du 29 mars 1995 et du 23 juin 1995, **modifiée** la dernière fois par la convention collective de travail du 6 janvier 2003
- en matière de la possibilité individuelle d'accéder à la prépension à mi-temps à l'âge de 58 ans prévue par la convention collective de travail du 7 mai 1997 relative aux mesures en faveur de l'emploi, modifiée la dernière fois par convention collective de travail du 6 janvier 2003

ont été prolongés pour la durée de trois ans à partir du 1er janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2007, par la convention collective de travail du 22 septembre 2004 relative aux mesures en faveur de l'emploi dans les usines de cigarettes et entreprises mixtes.

Le régime existant

en matière de la prépension conventionnelle à 56 ans pour les travailleurs appartenant au personnel ouvrier ayant une carrière professionnelle de 33 ans dont 20 ans en travail de nuit, est prolongé pour la durée de deux ans à partir du 1er janvier 2005 jusqu'au 31 décembre 2006 par la convention collective de travail du 22 septembre 2004 instaurant un régime de prépension conventionnelle à 56 ans dans les usines de cigarettes et entreprises mixtes.

Les dispositions prévues par

la convention collective de travail du 13 juin 2003 et du 22 septembre 2004 pour les années 2003-2004 relative aux conditions de travail dans les usines de cigarettes et entreprises mixtes, enregistrée sous le numéro 72 852 sont prolongées pour une durée indéterminée.

Pouvoir d'achat

augmentations salariales

En matière de pouvoir d'achat trois augmentations salariales de 0,06 € sont prévues aux dates suivantes:

au 01.04.2005

au 01.07.2005

au 01.04.2006

Une 4^e augmentation **salariale** de maximum 0,02 € est prévue au 01.10.2006 sur base d'une augmentation de l'index estimée à 3,3 % pour la période allant du 1^{er} janvier 2005 jusqu'au 1^{er} octobre 2006.

En cas de dépassement au 01.10.2006 des 3,3% sur la période précédemment citée, la 4^e augmentation salariale sera en tout ou en partie octroyée..

En cas de contestation, les partenaires sociaux prendront la décision définitive.

Délais de préavis

Lors d'une **préparation**, les délais prévus légalement sont d'application

Commission qualitative

La commission qualitative est chargée des trois missions suivantes:

- le suivi de la politique de prévention du stress telle que prévue par la recommandation pour les années 2001 - 2002 et prolongée pour les années 2003 -2004 par la convention collective de travail du 13 juin 2003 et du 22 septembre 2004 pour les années 2003 -2004 relative aux conditions de travail dans les usines de cigarettes et entreprises mixtes
Il s'agit de la recommandation suivante:

Dans le cadre de la politique de prévention à mener par l'employeur en vue de la santé et de la sécurité des travailleurs, telle que prévue à l'article 28bis du Règlement général pour la protection du travail, afin de prévenir ou de remédier aux problèmes d'ordre collectif dus entre autres aux techniques appliquées, à l'organisation et/ ou les conditions de travail, ainsi que l'influence des facteurs ambiants au travail, il est recommandé aux employeurs en collaboration avec le médecin du travail de dresser un inventaire des risques qui peuvent occasionner le stress.

Sur base de cet inventaire, une analyse de la situation de travail peut se faire en vue d'une évaluation de ces risques.

A cette fin, les employeurs peuvent interroger les travailleurs.

Une fois les problèmes d'ordre collectif identifiés, et après l'avis du service médical du travail et du service de prévention et de protection, des mesures appropriées pourront être prises lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Au cas où l'employeur s'engagerait à une telle politique de prévention du stress comme il est recommandé, les travailleurs concernés prêteront, selon leurs possibilités, leur collaboration.

- être responsable de l'application qualitative, du contrôle et de la procédure de sanction du droit à la formation pendant un jour par an pour chaque travailleur, instauré le 1^{er} janvier 2004 par la convention collective de travail du 13 juin 2003 et du 22 septembre 2004 précitée pour les années 2003 - 2004 relative aux conditions de travail dans les usines de cigarettes et entreprises mixtes, en tenant compte des rapports déposés par les entreprises au sujet de l'application de ce droit pendant l'année civile 2004.
- L'examen sur la nécessité, l'opportunité d'une assurance d'hospitalisation et les frais y afférents et sur la perte de revenus lors d'une maladie de longue durée.

La commission qualitative transmettra ses conclusions aux partenaires sociaux au plus tard à la fin du mois de décembre 2006.

Prime syndicale

La prime syndicale est augmentée comme suit en deux phases:

- pour les actifs de 120 € à 128 € à savoir
 - à 124 € à partir de l'année civile 2005
 - à 128 € à partir de l'année civile 2006
- pour les prépensionnés de 17,35 € à 25 € à savoir
 - à 20 € à partir de l'année civile 2005
 - à 25 € à partir de l'année civile 2006

Les primes sont payables à partir du mois de mars qui suit l'année civile concernée.

Intervention dans les frais de transport

A partir du 1er avril 2005 l'intervention en cas de carpooling est fixée comme suit:

Intervention à concurrence de 100% avec comme conditions

- trois travailleurs par voiture
- et
- à la demande des personnes concernées.

L'intervention à 100% est calculée à partir du point de départ du carpooling pour le travailleur concerné conformément aux tarifs applicables lors de transport public sur base du livre des distances légales.

L'octroi et le contrôle de ce système seront réglés au niveau de l'entreprises en concertation avec les travailleurs concernés.

L'intervention pour d'autres formes de transport entre le domicile et le point de départ du carpooling pour le travailleur concerné est réglée sur base des régimes existants en matière d'usage de la bicyclette, du transport public ou autre transport.

Fin de carrière et crédit temps

a/ - prépension conventionnelle

A partir du 1er avril 2005, l'intervention patronale lors de prépension est calculée sur base du salaire brut à 100% du travailleur concerné.

b/ - passage d'un régime de crédit-temps à la prépension

A partir du 1er avril 2005 l'intervention patronale et l'indemnité de chômage sont calculées sur base d'un emploi à temps plein du travailleur concerné lors de la transition d'un régime de crédit temps à la prépension.

Délégation syndicale

A partir du 1er avril 2005, la condition d'une demande de 25% des ouvriers au minimum pour pouvoir instaurer une délégation syndicale dans les entreprises de >40 ouvriers et de <100 ouvriers, est supprimée.

Paritair Comité voor het tabaksbedrijf

Protocol akkoord in de sigarettensector en gemengde ondernemingen

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

01-06-2005

24-01-2006

7822616 113301

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27 april 2005

Duurtijd

Een sectoraal protocol akkoord werd in de sigarettensector en gemengde ondernemingen gesloten.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2005 en is gesloten voor onbepaalde tijd met uitzondering van de collectieve arbeidsovereenkomsten inzake tewerkstellingsmaatregelen gesloten op 22 september 2004 hierna opgesomd die van bepaalde duur zijn.

Sommige bepalingen van de overeenkomst gesloten voor onbepaalde duur treden echter slechts vanaf 1 april 2005 in voege.

Teater der contracterende partijen kwam met een nieuwe overeenkomst afzeggen, inhoud een afzeggingsstermijn van drie maanden, bekend bij een ter post aangeleverde brief, gericht aan de voorzitter van het P.C. voor het tabaksbedrijf en leden elk der contracterende partijen.

Bestaande overeenkomsten

De bestaande regelingen

- omtrent het voltijds bruggpensioen op 58 jaar voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 februari 1983 en 27 juni 1983, de laatste maal gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 6 januari 2003,
- omtrent de individuele mogelijkheid tot halftijds bruggpensioen op 55-jarige leeftijd voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart 1995 en 23 juni 1995, de laatste maal gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 6 januari 2003,
- de individuele mogelijkheid tot halftijds bruggpensioen op 58 jarige leeftijd voorzien bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 mei 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling de laatste maal gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 6 januari 2003

zijn verlengd voor de duur van drie jaar ingaande op 1 januari 2005 om te eindigen op 31 december 2007, bij collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 2004 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sigarettenfabrieken en gemengde ondernemingen.

De bestaande regeling

omtrent een stelsel van conventioneel bruggpensioen op 56-jarige leeftijd voor werknemers behorende tot het arbeiderspersoneel met een beroepsverleden van 33 jaar waarvan 20 jaar in nachtarbeid, is verlengd voor de duur van twee jaar ingaande op 1 januari 2005 om te eindigen op 31 december 2006 bij collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 2004 tot invoering van een stelsel van conventioneel bruggpensioen op 56 jaar in de sigarettenfabrieken en gemengde ondernemingen.

De bepalingen voorzien bij

de **collectieve** arbeidsovereenkomst van 13 juni 2003 en van 22 september 2004 omtrent de arbeidsvoorwaarden in de sigarettenfabrieken en gemengde **ondernemingen** voor de jaren 2003-2004 met registratienummer 72 852, worden verlengd voor onbepaalde **tijd**.

Koopkracht

loonsverhogingen

Inzake de koopkracht worden drie loonsverhogingen van 0,06 € voorzien op de volgende data

01.04.2005

01.07.2005

01.04.2006

Een 4^{de} loonsverhoging is voorzien op 01.10.2006 van maximum 0,02 € op basis van een geraamde indexverhoging van 3,3% over de **periode** gaande van 1 januari 2005 tot 1 oktober 2006.

Bij overschrijding op 01.10.2006 van de 3,3% over voorgaande **periode** wordt de 4^{de} loonsverhoging niet of slechts gedeeltelijk toegekend.

Bij eventuele betwisting zullen de sociale partners een **definitieve** beslissing **nemen**.

Opzeggingstermijnen

Bij brugpensioering worden de wettelijk voorziene termijnen toegepast

Kwaliteitscommissie

De kwaliteitscommissie wordt belast met de volgende drie opdrachten:

- verdere opvolging van het stressbeleid **zoals** voorzien in de aanbeveling voor de jaren 2001-2002 en verlengd voor de jaren 2003 - 2004 bij collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2003 en van 22 september 2004 omtrent de arbeidsvoorwaarden in de sigarettenfabrieken en gemengde **ondernemingen** voor de jaren 2003 - 2004.
- Het betreft volgende aanbeveling:

In het **raam** van het voorkomingbeleid te voeren door de werkgever met het oog op de gezondheid en veiligheid van de werknemers, voorzien bij artikel 28bis van het Algemeen **reglement** voor de **Arbeidsbescherming**, teneinde problemen van collectieve aard te wijten **o.m.** aan de toegepaste **technieken**, de arbeidsorganisatie **en/ of-omstandigheden**, evenals de invloed van omgevingsfactoren op het werk te voorkomen of te verhelpen, wordt aan de werkgevers **aanbevolen** een inventaris op te **maken** in samenwerking met de **arbeidsgeneesheer** van de risico's die stressveroorzakend kunnen werken.

Op basis van die inventaris kan een analyse van de werksituatie worden opgemaakt met het oog op een evaluatie van die risico's.
 Hiertoe kan de werkgever o.m. overgaan tot een bevraging van de werknemers.

Eenmaal de problemen van **collectieve aard geïdentificeerd**, en na advies van de arbeidsgeneeskundige dienst en de dienst voor preventie en **bescherming** kunnen passende maatregelen, waar nodig, worden genomen.

Indien de werkgever **tot** een dergelijk **stressvoorkoming** beleid overgaat **zoals** aanbevolen, zullen de betrokken werknemers naar vermogen, hun medewerking hieraan verlenen.

- instaan voor een kwalitatieve goede invulling, voor de **controle** en voor de sanctieprocedure van het recht op vorming gedurende één dag per jaar voor iedere werknemer ingevoerd per 1 januari 2004 bij genoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2003 en van 22 september 2004 omtrent de arbeidsvoorwaarden in de **sigarettenfabrieken** en gemengde ondernemingen voor de jaren 2003 - 2004, rekening houdende met de rapportering van de ondernemingen over de toepassing van dit recht tijdens het kalenderjaar 2004
- onderzoek naar de noodzaak, de wenselijkheid van een hospitalisatieverzekering en de daaraan verbonden kosten en naar het inkomensverlies bij langdurige ziekte

De kwaliteitscommissie **zal** de conclusies van dit onderzoek overmaken aan de sociale partners uiterlijk tegen eind december 2006.

Syndicale premie

De syndicale premie wordt **als volgt** opgetrokken in twee fases :

- voor de tewerkgestelden van 120 € naar 128 € namelijk
 - tot 124 € vanaf het kalenderjaar 2005
 - tot 128 € vanaf het kalenderjaar 2006
- voor de bruggepensioneerden van 17,35 € naar 25 € namelijk
 - tot 20 € vanaf het kalenderjaar 2005
 - tot 25 € vanaf het kalenderjaar 2006

De premies zijn steeds betaalbaar vanaf de **maand maart** volgend op het betrokken kalenderjaar

Tussenkost in de vervoerkosten

2

Vanaf 1 april 2005 wordt de tussenkost bij carpooling als volgt vastgelegd:

tussenkost aan 100% mits

- drie werknemers per wagen
- en
- op aanvraag van de betrokkenen.

De tussenkost aan 100% wordt berekend vanaf het vertrekpunt van de carpooling voor de betrokkene conform de maandelijkse treinkaart van toepassing bij openbaar vervoer op basis van het boek van de wettelijke afstanden.

De toekenning en de controle van dit systeem zullen op ondernemingsvlak in overleg met de betrokkenen geregeld worden.

Voor eventueel ander vervoer tussen de woonplaats en het vertrekpunt van de carpooling voor de betrokkene wordt de tussenkost geregeld op basis van de bestaande regelingen inzake fietsgebruik, openbaar vervoer of andere vervoer.

Einde loopbaan en tijdskrediet

a/ - conventioneel brugpensioen

Vanaf 1 april 2005 wordt de werkgeverstussenkost bij brugpensionering berekend op basis van het brutoloon van de betrokkene aan 100%.

b/ - overgang van tijdskredietregeling naar brugpensioen

Vanaf 1 april 2005 wordt bij overgang van een tijdskredietregeling naar brugpensioen, de werkgeverstussenkost en de werkloosheidsuitkering berekend op basis van een voltijdse betrekking voor de betrokkene.

Vakbondsafvaardiging

Vanaf 1 april 2005 wordt in de ondernemingen met >40 arbeiders en <100 arbeiders de vereiste van aanvraag van minstens 25% van de arbeiders om tot de oprichting van een vakbondsafvaardiging over te gaan, afgeschaft.

Uitgave van een vade mecum

Vanaf het jaar 2005 wordt opnieuw een vade mecum gedrukt **en/** of ter beschikking gesteld cassette of cd die **alle collectieve** arbeidsovereenkomsten **en/** of aanbevelingen bevat die van toepassing zijn op de werknemers tewerkgesteld in de sigarettenbedrijven en gemengde ondernemingen.
Onder "werknemers" wordt verstaan: de arbeiders en de arbeidsters.

bijzondere bepaling

Onderhavige overeenkomst sluit iedere nieuwe eis met financiële weerslag op het vlak van de ondernemingen uit.

sociale vrede

Partijen verbinden zich ertoe de sociale vrede te waarborgen.

x**x****x**